



PUBLIE LE

- 5 JAN. 2025

Motion présentée par les groupes des élu.e.s communistes et Fiers de Rouen

Conseil municipal du Jeudi 18 décembre 2025

Pour le maintien d'un service public ferroviaire de proximité

PRESENTS : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVY, Mme Laura SLIMANI (représentée par Mme Françoise LESCONNÉ jusqu'à son arrivée en séance à 15 h 44), M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE, M. Manuel LABBE, M. Sileymane SOW (représenté par M. Matthieu de MONTCHALIN après son départ de la séance à 16 h 50), Mme Elizabeth LABAYE (représentée par Mme Annie BOULON-FAHMY après son départ de la séance à 18 h), M. Matthieu de MONTCHALIN, Mme Amèle MANSOURI, Mme Sarah VAUZELLE, M. Nicolas ZULI (représenté par M. Valentin RASSE-LAMBRECQ après son départ de la séance à 17 h 39), Adjoints au Maire,

Mme Hortense HECTOR, Mme Annie BOULON-FAHMY (représentée par Mme Elizabeth LABAYE pendant son absence de 15 h 16 à 16 h 58), M. Mohamed BERBRA, M. Mamadou DIALLO (représenté par M. Mohamed BERBRA après son départ de la séance à 17 h 39), M. Jean DE BEIR (représenté par Mme Amèle MANSOURI après son départ de la séance à 17 h 30), M. Yves SORET, Mme Françoise LESCONNÉ, M. Cyrille MOREAU, M. Stéphane MARTOT, Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par M. Adrien NAIZET après son départ de la séance à 17 h 56), Mme Marie FOUQUET (représentée par M. Valentin RASSE-LAMBRECQ jusqu'à son arrivée en séance à 17 h 03), Mme Marie DESBORDES, Mme Marie ATINAULT, M. Abdelkrim MARCHANI (représenté par M. Kalminthe GOMIS après son départ de la séance à 18 h 16), M. Thibaut DROUET (représenté par M. Yves SORET après son départ de la séance à 15 h 52), Mme Zohra AMIMI, M. Nicolas LEVARAY (représenté par Mme Laura SLIMANI après son départ de la séance à 17 h), M. Adrien NAIZET, M. Samuel de GENTIL-BAICHIS, M. Valentin RASSE-LAMBRECQ, Mme Louisa MAMERI, M. Bruno DEVAUX (jusqu'à son départ de la séance à 18 h 25), Mme Hayet ZERGUI, Mme Marine CARON (représentée par Mme Félicie RENON après son départ de la séance à 18 h 05), Mme Marie BERRUBÉ (jusqu'à son départ de la séance à 18 h 26), Mme Félicie RENON, M. Jean-Pierre TREDET, Mme Samira HADDOUCHE, M. Kalminthe GOMIS, Mme Régine GOMIS, Conseillers Municipaux.

REPRESENTES : Mme Fatima EL KHILI (représentée par M. Jean-Michel BEREGOVY), M. Frédéric MARCHAND (représenté par M. Cyrille MOREAU), M. Kader FEHIM (représenté par M. Kader CHEKHEMANI), M. Pierre-Yves ROLLAND (représenté par M. Stéphane MARTOT), Mme Claire GUEVILLE (représentée par M. Jean-Pierre TREDET), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par M. Manuel LABBE), Mme Christine de CINTRE (représentée par Mme Marie-Andrée MALLEVILLE), Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU (représentée par M. Jean DE BEIR jusqu'à 17 h 30), M. Pierre-Antoine SPRIMONT (représenté par Mme Marie BERRUBÉ jusqu'à 18 h 26).

ABSENTS : M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE, Mme Sophie CARPENTIER, M. Guillaume CHAROULET.



Depuis plusieurs décennies, l'augmentation de la population, l'intensification des déplacements quotidiens et le développement des mobilités entre la région parisienne et la Normandie exercent une pression croissante sur les infrastructures ferroviaires de la métropole rouennaise. La gare actuelle de Rouen-Rive-Droite accueille aujourd'hui plus de 8 millions de voyageurs par an. À l'horizon 2035, les projections annoncent une fréquentation dépassant 11 millions de voyageurs, notamment en raison de la mise en service de la Ligne Nouvelle Paris-Normandie (LNPN) et de la dynamique régionale. Dans ce contexte, les limites de capacité se font déjà sentir : saturation aux heures de pointe, retards récurrents, manque de fluidité.

Pour autant, nous considérons comme essentiel ne pas favoriser l'augmentation de capacité routière, mais bien de trouver des solutions de mobilité durables, avec une capacité de transport élevée et en limitant les émissions, tel que le propose le transport ferroviaire.

Pour répondre à ces défis et garantir durablement un accès équitable et fiable au rail, la construction d'une nouvelle gare sur la rive gauche, à Saint-Sever, constitue un enjeu stratégique. Cette infrastructure doit permettre de désengorger la rive droite, soutenir la croissance de la métropole et offrir un véritable pôle d'échanges adapté aux mobilités de demain.

Cette future gare s'inscrit dans le projet global « Rouen Saint-Sever Nouvelle Gare », qui porte également la transformation urbaine du quartier : nouvelles mobilités, espaces publics, logements, activités économiques. Ce pôle d'échanges, pensé pour accueillir l'arrivée de la LNPN, doit contribuer à rééquilibrer les deux rives, améliorer l'accessibilité et offrir des conditions de transport modernes et performantes.

C'est précisément au moment où ces investissements majeurs sont engagés et attendus, que la Région Normandie a désigné, le 23 septembre dernier, RATP Dev comme « candidat pressenti » pour l'exploitation de certaines lignes autour de l'étoile ferroviaire de Caen, soit environ 18 % du réseau normand. Présentée comme une modernisation de la gestion, cette ouverture à la concurrence fait pourtant peser un risque sur la cohérence du service ferroviaire régional.

Alors que la Normandie doit relever un défi d'ampleur pour moderniser son réseau et accompagner la création de la nouvelle gare à Rouen, qui doit venir compléter l'actuelle sans s'y substituer, la fragmentation de l'exploitation pourrait au contraire affaiblir la qualité du service, entraîner une hausse des tarifs et réduire la lisibilité pour les usagers. Nous craignons que les voyageurs se retrouvent à payer davantage pour un service moins fiable, au moment même où la région a besoin d'un opérateur unifié, stable et pleinement engagé dans les projets structurants.

En réaction à cette décision du Conseil Régional, lundi 13 octobre à Rouen et lundi 15 décembre à Caen, des élus de toute la Région et notamment de notre Conseil Municipal se sont joints aux organisations syndicales et aux usagers rassemblés devant le conseil régional pour affirmer leur attachement à un service ferroviaire public, sûr et efficace.

Le service public ferroviaire ne doit pas être fragilisé au nom d'une concurrence présentée comme vertueuse, mais qui s'accompagne trop souvent d'un désengagement progressif de l'État et de la Région.

C'est pourquoi le Conseil Municipal de Rouen, par la présente motion :



- Réaffirme son opposition à la privatisation du rail et défend la nécessité d'un service ferroviaire public
- Rappelle son soutien au projet de Service Express Régional Métropolitain (SERM), porté notamment par l'association d'usagers SOS Gares
- Appelle à accélérer le calendrier de la future gare Saint-Sever, projet indispensables à l'amélioration des mobilités locales et métropolitaines
- M. le Maire indique que M. MARCHANI ne participe pas au débat, ni au vote.

La motion votée à 14 h 58, est adoptée.

(45 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste, élue non inscrite)

(6 voix contre : groupe Au cœur de Rouen, groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et
Indépendants)

076-217605401-20251230-PV-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/12/2025

Publication : 05/01/2026

Pour l'autorité compétente par délégation

